*L’ALLOCUTION de M. Igor DODON,*

*Président de la République de Moldova,*

*à l'Assemblée générale des Nations Unies*

*(New York, le 27 septembre 2019)*

**Monsieur le Président de l’Assemblée Générale des Nations Unies, les Chefs d’Etats,**

**Mesdames et Messieurs,**

Je suis honoré de me joindre à vous et de prendre la parole pour la première fois devant le plus important forum des Nations Unies.

L’adhésion de la République de Moldova à l’ONU, la participation active à toutes les institutions de l’Organisation, mais aussi la possibilité de partager les idées, souhaits et problèmes les plus importants, sont parmi les réalisations exceptionnelles du peuple de la République de Moldova depuis 1991.

D’entrée de jeu, je voudrais adresser mes félicitations à M. Tijjani Muhammad-Bande à l'occasion de son élection à la présidence de la 74e session de l'Assemblée générale des Nations Unies et lui souhaiter beaucoup de succès dans la réalisation de son mandat. J'exprime également mes remerciements à Maria Fernanda Espinosa Garcés pour le travail remarquable qu'elle a accompli en tant que présidente de la session précédente.

Je saisirai cette occasion pour prononcer mon discours devant vous, afin de vous assurer du soutien total de la République de Moldova à toutes les initiatives et projets lancés récemment par l'ONU - des actions conçues pour résoudre les problèmes les plus complexes auxquels l'humanité est confrontée à ce début tumultueux du siècle.

Cependant, je profite de cette opportunité pour mettre en évidence les défis les plus urgents qui se posent à ce stade devant la République de Moldova, mais également, notre vision sur les moyens possibles pour les résoudre.

**Mesdames et Messieurs,**

Nous vivons à une époque où l'ampleur et le nombre des crises durables augmentent constamment. Les conflits militaires et les crises humanitaires, le changement climatique et la dégradation de l'environnement, la consommation obsolète de ressources naturelles et les déséquilibres économiques, la migration forcée et encouragée sont de véritables menaces pour l’édification d'un monde prospère et pacifique, comme prévu dans le Programme de développement durable 2030.

Dans ce contexte, le rôle des Nations Unies en tant que garant de la paix et de la sécurité internationales, mais également en tant que plate-forme mondiale pour l'identification de solutions communes aux défis existants et émergents, est primordial. Ainsi, nous exprimons notre plein soutien au Secrétaire Général des Nations Unies pour le programme de réformes ambitieux en cours. Nous réaffirmons également notre soutien à la diplomatie préventive de M. António Guterres, afin d’anticiper les situations de crise et les conflits.

À seulement dix ans de 2030, nous constatons avec regret que la pauvreté, la faim, les inégalités et l’exclusion sociale continuent d’affecter des vies et d’alimenter de nouveaux conflits au niveau mondial. La République de Moldova s'associe à l'initiative lancée lors du récent Forum de haut niveau sur les objectifs de développement durable, qui font appel à la communauté internationale à accélérer ses efforts pour atteindre les objectifs du Programme 2030.

Par le Programme 2030, nous nous sommes engagés à promouvoir un développement durable, fondé sur le respect des droits de l'homme.

Comme par le passé, la République de Moldova est déterminée à continuer de contribuer à la réalisation des mandats importants du Conseil des droits de l'homme.

Dans ce contexte, en évoquant brièvement l’un des aspects des problèmes sociaux, j’aimerais mentionner que l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes représentent des éléments essentiels pour accélérer le développement durable, en stimulant à la fois la croissance économique, le bien-être des familles, des communautés et de l’État. Depuis peu, la République de Moldova a enregistré des progrès remarquables en renforçant le rôle des femmes dans le processus décisionnel. Le Parlement, le gouvernement de la République de Moldova et celui de l’autonomie de Gagaouzie sont dirigés par des femmes, ce qui constitue 65% des membres du gouvernement et 25% des membres du Parlement du pays. Nous n'oublions pas le rôle crucial des femmes dans toute société moderne, celle de mère et de centre de l'univers de la famille. Nous avons déclaré l'année 2019, l'Année de la famille en République de Moldova, en se focalisant sur la nécessité de protéger et de stimuler la création et la préservation des familles.

***CHERS AMIS,***

Les changements climatiques représentent une menace directe pour l'humanité et ses effets sont perçus dans le monde entier, affectant les écosystèmes, les économies nationales et les systèmes de santé. Naturellement, ces phénomènes affectent aussi mon pays.

La République de Moldova exprime sa solidarité avec l'appel de M. Guterres à amplifier ses efforts pour stopper le phénomène des changements climatiques.

Nous sommes fermement convaincus que les problèmes complexes auxquels sont confrontés les peuples du monde ne peuvent être résolus que par des efforts internationaux conjugués. Les réalités de la période actuelle dénotent que même les problèmes internes ne peuvent être solutionnés uniquement avec les efforts solitaires d’une nation.

Souvent, et c'est en particulier le cas des petits pays, de tels problèmes ne peuvent être résolus qu'avec le support des partenaires internationaux. A cet égard, l'exemple de la République de Moldova est représentatif et concerne principalement de nombreux états du monde.

***MESDAMES ET MESSIEURS****,*

Après 28 ans depuis la proclamation de son indépendance, le profil de mon pays comprend certaines caractéristiques dramatiques. Pendant cette période, le nombre de nouveau-nés a été réduit de trois fois, la population du pays s’est diminuée de 30%, certains indicateurs économiques n’ayant même pas retrouvé le niveau de 1990, environ un million de citoyens, soit plus de la moitié de la population active, travaille à l'étranger. Le dépeuplement massif du pays est devenu un problème majeur et une menace réelle pour la durabilité de l'État. Les énormes investissements de notre société dans le capital humain et la formation de la main-d'œuvre, n'ont pratiquement aucun rendement économique, le pays perd la concurrence pour la main-d'œuvre et nos citoyens créent la plus - value et paient des impôts ailleurs.

L’origine de ces évolutions sombres est complexe, en partant de la mauvaise gouvernance et la corruption endémique de ces dernières années, jusqu’aux échecs des politiques économiques ou interethniques.

De la tribune des Nations Unies, j’exposerai l'un des facteurs majeurs, à mon avis. Il s’agit du positionnement de la République de Moldova et des autres États de la région dans le puzzle des politiques et des intérêts stratégiques des principales puissances mondiales. Il me disconvient d’utiliser des termes militaires et ce n'est certainement pas la comparaison la plus pertinente, mais on peut facilement remarquer une similitude avec le terme terra nullius du point de vue des affrontements géopolitiques dans la région.

Il convient de noter que, même si depuis le conflit militaire sur le Dniestr, en 1992, aucun obus n'a explosé sur notre territoire, les confrontations entre les principaux acteurs géopolitiques pour un meilleur positionnement dans la région n'ont jamais cessé. A ce sujet, pendant toutes ces années, on n’a pas trouvé de consensus entre les grandes puissances.

Notre pays est un État polyethnique et, en vertu des évolutions historiques des siècles derniers, les préférences géopolitiques de notre population sont partagées presque également entre l’Est et l’Ouest, entre la Fédération de Russie et l’Occident.

Cette particularité essentielle, mais également constante depuis longtemps, a réduit à néant les effets de stratégies non inspirées, voire hasardeuses, visant à attirer la Moldova en alliance les uns contre les autres. Chaque fois que nos politiciens et nos élites nationales s'impliquaient dans de telles actions, le pays payait cher. D'abord - avec le sang et la désintégration, suite au conflit armé dans la région transnistrienne du pays, après - avec le déclin économique et social sur plusieurs décennies.

Malheureusement, tout au long des 28 années d’indépendance de la République de Moldova, les préférences géopolitiques diamétralement opposées ont été à la base de la division et de la forte scission de la société moldave, fait spéculé avec beaucoup d’habileté par différentes forces politiques, exclusivement dans des intérêts étrangers à notre peuple.

A cet égard, en tant que Président de la République de Moldova, je saisis chaque occasion pour solliciter la reconnaissance et le respect *de facto* du statut de neutralité de mon pays. Statut également stipulé dans sa Constitution. Nous ne voulons plus être traités comme un territoire neutre, c’est autre chose qu’un État neutre.

Toute tentative de remise en cause de ce statut représente un acte hostile pour le peuple de la République de Moldova et de telles approches aggravent encore plus dramatiquement les dissensions sur le plan interne du pays.

En outre, ils compromettent toute chance de faire avancer la solution du problème transnistrien et implicitement de renforcer la sécurité dans toute la région. Notre objectif et notre priorité absolue de résoudre le problème de la Transnistrie ne sont réalisables qu’à condition de maintenir le statut de neutralité de la République de Moldova.

À plusieurs reprises, depuis ce forum, des appels ont été lancés en faveur du retrait de l'armée et des munitions étrangères du territoire de la République de Moldova.

Je me félicite des dernières initiatives de la Fédération de Russie, formulées lors de la récente visite du ministre russe de la Défense M. Choïgu et du ministre moldave des Affaires étrangères, M. Popescu, lors de sa visite officielle à Moscou, visant à relancer le processus de destruction des munitions étrangères, stockées dans la région transnistrienne.

En première depuis 2003, cette étape importante, peut devenir cruciale pour parvenir à un consensus géopolitique, dans le règlement politique du différend transnistrien et le renforcement de la sécurité régionale.

Contrairement à d'autres conflits gelés, le cas de la Transnistrie n'a pas d'incidences interethniques, religieuses ou autres, qui sont compliquées à trouver une solution. A présent il n’y a aucune haine entre les simples habitants des deux rives du Dniestr, qui interagissent quotidiennement de manière pacifique et amicale. A la base du conflit se trouvaient les politiques myopes menées par les dirigeants du moment, aggravées par les effets de l’effondrement de l’URSS au début des années 90. Les élites nationales de cette époque n'étaient pas suffisamment habiles pour faire face aux défis et la situation s'est transformée en conflit armé.

Actuellement, on atteste une forte tendance de la part de la population à identifier une solution mutuellement acceptable pour ce conflit gelé. Les progrès de la dernière période, dans les efforts de rapprochement des deux rives du Dniestr, matérialisés par différents projets à caractère humanitaire, économique et social, ont renforcé ce désir.

Tous ces aspects, pris ensemble, représentent, à notre avis, une chance pour les grands pouvoirs de contribuer à la solution de ce conflit gelé et de créer un précédent dans la résolution de dizaines de cas similaires dans le monde.

Profitant de cette opportunité, je souhaite exprimer ma gratitude à tous les participants à la Conférence permanente pour les questions politiques liées au processus de négociation dans le règlement transnistrien, appelé "format de négociation 5 + 2".

Nous confirmons notre confiance que ce format de négociation constitue l'arrangement le plus recommandé afin de trouver la solution acceptable pour tous dans cette question d'importance majeure pour la Moldova. Dans ce format, le statut spécial de la région transnistrienne au sein d'une Moldova souveraine et territorialement intégrée, dans la limite de frontières officiellement reconnues, garantissant pleinement les droits de l'homme et les libertés fondamentales, doit être discuté et approuvé. Dans le même format, nous comptons également sur l'identification d’une assistance de la part de nos partenaires extérieurs pour la période post-règlement du problème transnistrien.

**Mesdames et Messieurs,**

A partir du 8 juin 2019, la République de Moldova est gouvernée par une coalition parlementaire formée de partis politiques représentant la grande majorité de la population du pays. C’est un cas unique pour la République de Moldova, où deux forces politiques aux doctrines et aux préférences géopolitiques diamétralement opposées, se sont rassemblés pour gouverner et résoudre les problèmes importants du pays. Une situation sans précédent pour notre région est, que ce consensus interne est également renforcé par la position commune des principaux partenaires de développement de la République de Moldova et des grandes puissances mondiales, tant de l’Est comme de l’Ouest.

C’est un cas exclusif dans la politique internationale, quand plusieurs forces géopolitiques ont uni leurs efforts contre un régime criminel, qui avait pris en captivité tout un pays.

Cette situation et conjoncture d'un accord interne et externe peu répandues, nourrissent nos espoirs de progrès réels sur les réformes internes indispensables, telles que la réforme de la justice et la lutte contre la corruption, ainsi que la solution du problème transnistrien.

L'un des éléments de consolidation de l'actuelle coalition gouvernementale au pouvoir en République de Moldova est la prise de conscience de l'importance et de la volonté de promouvoir une politique étrangère équilibrée avec tous les partenaires stratégiques du pays.

Les représentants des deux partis politiques à la majorité parlementaire ont déjà initié un dialogue constructif avec les partenaires de l’est et occidentaux, ce qui augmente essentiellement nos chances d'obtenir le support externe dont nous avons besoin. Il existe une approche commune en ce qui concerne la nécessité de respecter tous les accords politiques et économiques signés par la République de Moldova, y compris l'accord d'association avec l'UE et la coopération au sein de la Communauté d’Etats Indépendants.

Les relations avec les deux pays voisins et amis de la République de Moldova - la Roumanie et l’Ukraine - figurent parmi les priorités de notre agenda.

Face à des problèmes similaires, nous voyons dans l’approfondissement de nos relations humanitaires, économiques, politiques et sociales un énorme potentiel de développement dans l’intérêt des citoyens.

Le principal défi, à la fois face à la nouvelle coalition au pouvoir et aux grandes forces géopolitiques qui ont soutenu les changements démocratiques à Chisinau, est le suivant: prouverons-nous la maturité politique suffisante pour aller plus loin, autre que le retrait de l’État de la captivité des oligarques?

Je suis fermement convaincu que ce consensus interne et externe sans précédent, peut et doit être utilisé par nous tous pour apporter de réels changements dans la qualité de vie des citoyens, pour trouver une solution au problème de la Transnistrie, pour offrir une nouvelle chance à la République de Moldova.

***Mesdames et Messieurs,***

La République de Moldova est un pays multiethnique avec environ 125 groupes ethniques. Un tiers de la population se considère russophone. Le russe, l'une des six langues officielles des Nations Unies, a le statut de langue de communication interethnique en Moldova.

En tant que Président de la République de Moldova, je considère que la tâche principale de la majorité parlementaire récemment formée, soutenue par quatre-vingts pour cent de la population du pays, ainsi que de nos partenaires stratégiques de l’Est et de l’Ouest, consiste à créer un État de droit multiethnique neutre, démocratique, garantissant à chaque citoyen une vie décente et une confiance en l'avenir.

Nous établirons des relations amicales et interagirons avec tous nos partenaires. La politique de «où… où», d’un certain nombre de grandes puissances vis-à-vis de la République de Moldova, a démontré son erreur et sa faiblesse.

J’appuie le concept de la création d’une Europe unie, de Lisbonne à Vladivostok, et la République de Moldova comme un Etat européen puisse jouer un rôle particulier dans ce processus.

Je tiens à souligner une fois de plus que, en tant que chef d'État, je suis un partisan actif d'une politique étrangère équilibrée de la République de Moldova et je suis prêt à promouvoir de manière globale une coopération mutuellement bénéfique avec tous les États membres de l’ONU avec lesquels nous avons établi des relations diplomatiques.

Pour le peuple moldave, ainsi que pour les peuples des autres pays membres des Nations Unies, la paix représente la valeur principale. Nous nous efforçons d’assurer une coexistence pacifique avec nos voisins et nos partenaires de développement.

Nous avons l'intention de renforcer la stabilité et la sécurité de la République de Moldova, de maintenir le statut constitutionnel de neutralité permanente de notre État et d’obtenir sa reconnaissance au niveau international, sur le modèle de pays tels que la Suisse, la Finlande, l'Autriche, l'Irlande, Malte, le Turkménistan et d'autres.

Je considère que la clé de notre succès réside dans la promotion du concept de reconnaissance internationale de la neutralité de la République de Moldova en parallèle avec l’achèvement du processus de retrait et de destruction des munitions abandonnées sur le territoire de la République de Moldova depuis l’époque de l’ex-URSS, ainsi quele retrait complet et définitif des troupes étrangères de notre état, et que j’ai l’honneur de représenter à cette haute tribune.

A la fin du règlement politique définitif du conflit transnistrien, il n’est plus nécessaire d’une opération pacificatrice sur notre territoire.

***MONSIEUR LE PRESIDENT,***

***EXCELLENCES,***

A la fin de mon discours, je tiens à réitérer l’importance de maintenir le consensus des principaux acteurs géopolitiques sur la République de Moldova. C’est seulement dans de telles circonstances que les chances de résoudre les problèmes les plus graves auxquels mon pays se confronte, y compris le problème de la Transnistrie, augmentent.

Je suis persuadé qu'un tel effort et le soutien de la part de la Fédération de Russie et de l'Occident pourraient changer radicalement le profil de mon pays, dont je vous parlais avec tant d'inquiétude au début de cette intervention.

Je réaffirme une fois de plus l'attachement de la République de Moldova aux approches de l’ONU face aux principaux problèmes de l'humanité à l'heure actuelle. La République de Moldova reste fermement engagée au respect des principes de la Charte des Nations Unies et de la vision du développement durable, ancrés dans le Programme 2030. Notre détermination repose sur la pleine conscience du caractère impératif de la solidarité des nations face aux défis contemporains.

Nous sommes quelques centaines de personnes et de pays, mais nous avons une seule, maison, une seule planète, dont nous devons prendre soin ensemble, quelle que soit notre lieu au soleil.

**Merci pour votre attention**!